

ORDRE NOUVEAU, FIN DES ILLUSIONS DROITIÈRES ET MATRICE ACTIVISTE DU PREMIER FRONT NATIONAL

New Order, end of illusions and the activist matrix of the first National Front

Nicolas LEBOURG

*Chercheur associé au Centre de Recherches Historiques sur les Sociétés
Méditerranéennes (CRHISM)*
nicolaslebourg@yahoo.fr

Jonathan PREDA

Université Pierre Mendès France
jonathan.preda@cegetel.net

Fecha de recepción: 3 de febrero; revisión: 13 de junio; aceptación definitiva: 23 de octubre

RÉSUMÉ: Ordre Nouveau fut le principal mouvement néofasciste français de l'après-1945. Son histoire ne dure pas plus de quatre ans (1969-1973) mais elle témoigna d'une série de basculements et d'oscillations travaillant l'extrême droite. Se définissant avant tout tel un parti révolutionnaire et insufflant aux militants cette identité, Ordre Nouveau n'en collabora pas moins avec les instances de l'État alors en lutte contre le gauchisme. Le mouvement oscilla également, suivant le modèle à succès du MSI italien, entre un activisme médiatisé et identitaire, qui le mena à sa dissolution en 1973, et l'acceptation du jeu électoral pour lequel il fonda le Front National. Sa disparition signa à la fois la fin des rêves de droite révolutionnaire soutenue par des minorités agissantes usant de la violence politique et le passage à une extrême droite post-industrielle symbolisée par la montée en puissance du Front National.

Mots-cléf: élections, extrême droite, France, subversion, violence, terrorisme.

ABSTRACT: *Ordre Nouveau* was the most important French neo-fascist movement after 1945. It lasted only for four years (1969-1973) but it induced several changes shaking the radical right wing. As it was defined as a revolutionary party, *Ordre Nouveau* spread its identity onto activists on the one hand, while it also collaborated with State authorities fighting against leftists on the other hand. Following the successful Italian model of the MSI, the movement oscillated between media coverage — which gave it an identity but also led to its dissolution in 1973 — and acceptance of the electoral game for which Front National had been founded. The disappearance of *Ordre Nouveau* meant the end of dreams of revolutionary right sustained by some active minorities using political violence, as well as it stood for a transition to a post-industrial radical right symbolized by the rise of Front National.

Keywords: elections, extreme right, France, subversion, violence, terrorism.

Ordre Nouveau (1969-1973) fut le principal mouvement d'extrême droite tout à la fois légal et violent dans la France de l'après-1945 et également le dernier groupe néo-fasciste d'une surface militante forte. Sa «mémoire» se structure autour de deux motifs: la violence de masse, et l'intégration de l'extrême droite au jeu politique avec la création par *Ordre Nouveau* (désormais: ON) du Front National en 1972. La violence est vécue sur l'instant. Ce sont des images de guérilla urbaine en plein Paris en mars 1971, opposant militants d'ON et gauchistes, qui donnèrent au mouvement son aura sulfureuse¹. C'est à la suite d'un affrontement massif que l'État décida de dissoudre conjointement ON et la trotskyste Ligue Communiste à l'été 1973. A partir des années 1980, ce sont ensuite les progrès du FN, sous la férule de Jean-Marie Le Pen, et les carrières de députés ou ministres des droites parlementaires des anciens chefs d'ON qui ont refaçonné son image en «école de cadres» turbulente et factieuse de la droite gouvernementale. Déconstruire le légendaire et les représentations qui se sont imposées nécessite la mobilisation d'un corpus étendu: témoignages des protagonistes, documentation interne du mouvement, sources des services de police et de renseignement français soucieux de la surveillance de l'extrême droite depuis 1947. *Ordre Nouveau* s'avère un objet dépassant les effets de mémoire précités dans une perspective d'histoire politique qui soit aussi une histoire culturelle et une histoire sociale.

Ordre Nouveau évolua entre activisme et électoralisme, entre révolution et anti-subversion, entre avant-garde blanquiste et parti populiste et finalement entre liquidation des rêves de révolution fasciste et succès de la réaction. Dans ses déclarations publiques autant que dans ses messages internes, au niveau des chefs aussi bien que celui des militants «de base»² apparaît en creux un basculement de la société française, évoluant vers la récusation de la légitimité de la violence

1. *France-soir* titra ainsi sur une «Atmosphère néo-nazie au meeting d'Ordre Nouveau», 10 mars 1971 tandis que même hors de France, *La Tribune de Genève* parla de «Gauchistes contre fascistes à Paris», 11 mars 1971.

2. Nous remercions Francis Bergeron qui nous a communiqué nombre de sources internes à *Ordre Nouveau*.

politique et l'abandon des idéologies intégralistes typiques de l'ère industrielle. La patiente construction du parti révolutionnaire (1) a donc dû se faire avec un capital militant inadéquat quant à sa réussite politique (2), contradiction qui, par le double effet du culte de la violence et de la manipulation du mouvement par le ministère de l'Intérieur, a abouti à son interdiction (3).

1. CONSTRUIRE LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

La fondation d'Ordre Nouveau et sa vie militante sont très marquées par le contexte de la France post-gaulliste. Néanmoins, sa constitution se réalise selon des modalités et problématiques endogènes à l'extrême droite radicale française (1.1). Les formes ensuite épousées empruntent encore à ce champ, tant dans les expériences étrangères présentes que françaises passées (1.2).

1.1. *Origines*

L'extrême droite française était sortie exsangue de l'Épuration. Ses chefs étaient morts, emprisonnés ou en exil. De 8 à 9000 personnes avaient été exécutées, 44000 condamnées à des peines de prison, 50000 autres condamnées à la dégradation nationale³. Le nationalisme politique ne trouva quelque souffle que grâce aux guerres de décolonisation, en Indochine (1946-1954) puis en Algérie (1954-1962). La façon dont les leaders d'ON fondèrent puis menèrent leur formation s'inspire directement de cette phase.

La première formation activiste néofasciste fut Jeune Nation. Fondée en 1949, organisant des caches d'armes dans l'espoir de voir l'agitation algérienne permettre le coup de force, œuvrant toutefois clandestinement avec l'armée dans le cadre d'opérations contre-terroristes, Jeune Nation ne dispose pourtant que d'une centaine de militants actifs à la veille de la journée insurrectionnelle du 13 mai 1958 qui abat la IV^e République⁴. Sa participation au 13 mai lui vaut dissolution. Le mouvement décide de se relancer en fédérant autour des radicaux des modérés de l'extrême droite au sein d'un Parti Nationaliste. Lancé le 6 février 1959, il est interdit après une semaine d'existence. Pour éviter la répétition de la mésaventure, l'équipe dirigeante décide cette fois de dissimuler ses activités derrière le paravent d'un syndicat étudiant, la Fédération des Étudiants Nationalistes (1960). La FEN participe à l'effervescence nationaliste engendrée par la terroriste Organisation Armée Secrète qui marque la fin de la guerre d'Algérie en 1961-1962.

3. ROUSSO, Henry: *Vichy l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris, 2001, pp. 491-536.

4. DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: «Partis et groupements politiques d'extrême droite. Tome I: Identification et organisation des mouvements et associations», janvier 1956, pp. 70-71; *idem*: «Confidentiel: 11 mouvements nationalistes français», mars 1958, p. 10 (Archives Nationales F7/15591).

Cependant, une autocritique est rédigée en prison par Dominique Venner, l'un des chefs de JN. Selon cet opuscule, *Pour une critique positive*⁵, il faut construire un parti léniniste pour mettre fin à l'émiettement en groupuscules et éliminer «les dernières séquelles de l'OAS qui sont désormais un atout puissant du régime». Néanmoins, le document récuse la simple stratégie d'union de tous les extrémistes: «la tactique du front ne saurait être envisagée sans une puissante organisation nationaliste capable de lui imprimer son élan et de lui imposer sa ligne politique». Pour vaincre, le nationalisme doit se détourner du terrorisme stérile pour élaborer une doctrine révolutionnaire pénétrant les masses⁶. Avec le lancement de la revue *Europe-Action*, Dominique Venner, secondé par le jeune Alain de Benoist, réoriente la FEN selon ses vues. Mais ni *Europe-Action* ni le rassemblement autour de l'ancien vichyste Jean-Louis Tixier-Vignancour pour l'élection présidentielle de 1965 n'arrivent à unifier la très hétérogène extrême droite française. De même, l'ambiguïté persistante entre révolution et contre-révolution demeure malgré tout. Le groupuscule le plus dynamique est le Mouvement Occident, né en 1964 par scission de la FEN pour cause de refus de la ligne anti-activiste et racialisiste imposée par *Europe-Action*. Ses principaux cadres dirigeants sont Alain Robert (futur cadre néogaulliste), Gérard Longuet et Alain Madelin (futurs ministres libéraux) et, jusqu'à son exclusion en mars 1967, François Duprat (futur numéro deux du Front national, assassiné dans un attentat à la voiture piégée en 1978). Jusqu'au printemps 1968, la violence ne cesse de croître en quantité et en vigueur. Des cadres d'Occident envisagent de franchir un pas en réalisant des attentats à l'explosif contre des bâtiments parisiens liés à l'Union soviétique ou à la Chine⁷. C'est leur raid avorté sur la Sorbonne le 3 mai qui amène la police à arrêter les leaders gauchistes, embrasant le Quartier latin puis la France. Les militants néo-fascistes agissent alors dans un total désordre individualiste et pour la plupart d'entre eux se rallient à la contre-subversion d'État. C'est à l'automne suivant, après que l'un des cadres d'Occident ait fait sauter à la bombe une librairie maoïste et que des militants aient effectué des «descentes» sur des lycées, que le groupe est à son tour interdit. Un peu tard, ses dirigeants conviennent qu'il serait beaucoup plus constructif de réaliser des actions violentes de telle manière qu'elles soient attribuées aux mouvements d'extrême gauche⁸.

A Occident dissout s'est substituée une kyrielle de groupuscules qui ont vocation à se rassembler dans une seconde phase afin de contourner l'obstacle de la reconstitution de ligue dissoute. La principale base est le Groupe Union Droit (bientôt Groupe Union Défense/GUD) mené par Alain Robert tandis que les «plumes» d'Occident (Philippe Asselin, François Duprat, Xavier Rauffer entre

5. Publié en 1962 par *Politique éclair, hebdomadaire de l'élite française*, supplément au numéro 98 du 28 août 1962.

6. *Pour une critique positive*. Nantes, 1997 (1962), s. p.

7. Renseignements Généraux de la Préfecture de Police, 18 avril 1968, Archives de la Préfecture de Police/GA04.

8. DIRECTION CENTRALE DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: «Occident persévère», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, janvier 1969, n. 146, p. 2, ANF7/15585.

autres) ont lancé *L'Élite européenne*. Ces structures participent aux nombreuses tables rondes qui cherchent en vain à mettre en place une architecture unitaire de toute l'extrême droite⁹. La violence face aux gauchistes devient donc une voie pour pallier aux difficultés endogènes à ce milieu. Selon les Renseignements Généraux, les chefs respectifs du GUD et de *L'Élite européenne* se mettent d'accord pour lancer seuls un Centre de Rassemblement National. Pour le promouvoir, ils veulent lancer des attaques contre des drogués, des cinémas pornographiques, des facultés de gauche, tout en laissant des lycéens sans casier judiciaire se faire arrêter afin que le mouvement bénéficie de martyrs¹⁰. Contrairement à ce que pensent les fonctionnaires de police, Alain Robert ne se limite pourtant plus à l'activisme. Il a entamé une réelle autocritique et s'est rendu à la nécessité stratégique antérieurement plaidée par Dominique Venner, sans adopter ses vues «racialistes» et antichrétiennes.

Le mouvement unitaire est finalement lancé en décembre 1969 sous le nom d'Ordre Nouveau, débouchant sur une constitution officielle sous le nom de «Centre de recherches et de documentation pour l'avènement d'un ordre nouveau dans les domaines social, économique et culturel» le 18 mars 1970. Moins de trente ans après Vichy et l'Occupation, la dénomination «Ordre Nouveau», tout comme l'usage de mains tendues sur les affiches, témoigne d'une volonté de provoquer, délicatement conciliable avec la volonté de réussir politiquement. La veille du meeting fondateur, une bombe fait exploser la salle louée. Jean-François Galvaire, éphémère porte-parole d'ON, déclare qu'«il n'y a plus, à partir de ce jour, un seul militant gauchiste en sécurité». Selon Jean-Marie Le Pen, ce lancement d'ON est en fait si construit sur une stratégie provocatrice que «cette bombe avait été posée par les amis de Galvaire: c'était donc une provocation, une espèce d'auto-attentat»¹¹. Il s'agit d'une version plausible, et en tous cas révélatrice de l'autoreprésentation de l'extrême droite.

Le nouveau rendez vous est fixé pour mai 1970. Il s'agit de signifier l'union de tous les nationalistes au sein d'ON. Celui-ci aligne un service d'ordre destiné à devenir son image de marque: trois cents militants casqués¹². La salle est pleine, l'ambiance surchauffée. La foule gratifie l'entrée en scène des délégués du MSI (*Movimento Sociale Italiano*) d'un salut fasciste. Jean-Gilles Malliarakis (l'Action Nationaliste) conspue «les crimes de l'Épuration» et glorifie la Collaboration, François Brigneau (*Minute*) s'enthousiasme quant au réveil du fascisme, Duprat

9. Cf. LEBOURG, Nicolas: «La Subversion de l'extrême droite radicale face à l'État durant la V^e République». En: COCHET, François et DARD, Olivier (éds.): *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*. Paris, 2009, pp. 311-323.

10. RGPP, note du 21 octobre 1969, 5 pp., APP/GA04.

11. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010.

12. L'assimilation d'ON à une troupe subversive de jeunes fascistes surdéterminés et violents sera encore renforcée par deux ouvrages journalistiques postérieurs (BRIGOULEIX, Bernard: *L'Extrême Droite en France. Les fachos*. Paris, 1977 et PONS, Gregory: *Les Rats Noirs*. Paris, 1978). Dans les années 1980, le légendaire d'ON est parfaitement installé comme référentiel dans l'imaginaire militant de la jeunesse d'extrême droite.

(représentant de *Défense de l'Occident*) fait l'apologie de la dictature des colonels en Grèce au nom du combat contre «le chancre rouge», Jean-François Galvaire s'écrie qu'il faut «faire les comptes et peut être dresser des poteaux d'exécution... la lutte pour la prise du pouvoir est ouverte et Ordre Nouveau se porte candidat!». Tout le monde est là: l'ancien collaborationniste Pierre Clémenti (Nouvel Ordre Européen), Camille Galic (le vichyste *Rivarol*), Philippe Asselin (*L'Elite européenne*), les racialisés de Pour une Jeune Europe, d'anciens partisans de Tixier-Vignancour ou de l'OAS, etc.¹³. Tous mettent l'accent sur cette nouvelle unité, prémisses des futures victoires et vouent aux gémonies les gauchistes.

Tous les journalistes, tous les analystes postérieurs, présentent ON en voyant en ce meeting l'unité enfin faite des nationalistes sous la bannière d'ON. Pourtant, il n'y a là que la bande initiale, mais savamment subdivisée. Duprat participe à l'opération depuis des mois, mais il est désigné comme le symbole du ralliement de la revue *Défense de l'Occident*, tandis que *L'Elite européenne*, à laquelle il prend part, est symbolisée par l'ancien président d'Occident, lui aussi partie prenante du processus depuis octobre. Il n'y eut en fait nulle véritable fusion nationaliste ce jour là. Le subterfuge perdure jusqu'à aujourd'hui, malgré le fait que Duprat lui-même ait ironisé quant au fait qu'il ait suffi

de mettre sur une tribune des gens qui ne représentaient qu'eux-mêmes et qui, en outre, faisaient déjà partie d'ON, pour faire croire que toute l'opposition nationale se regroupait autour du nouveau mouvement.

Une réussite qui n'est peut-être pas due au hasard mais à l'expérience, comme le laisse à penser un autre écrit de Duprat, de la même période, mais cette fois en tant qu'historien¹⁴.

Durant Vichy, le Rassemblement National-Populaire de Marcel Déat tenta, par la constitution d'un Front Révolutionnaire National, de prendre le dessus sur la myriade de partis prétendant à être celui de la Révolution Nationale. Le but de Déat était à la fois de promouvoir dans les faits le parti unique, auquel s'opposa toujours Pétain, et de nuire au Parti Populaire Français de Jacques Doriot. Au premier meeting du FRN, le 22 février 1943, se trouve ainsi profusion de groupuscules et de représentants de journaux. Tous mettent l'accent sur cette nouvelle unité, prémisses de nouvelles victoires, et vouent aux gémonies les bolcheviques... Quoique cela soit quelque peu excessif, selon Duprat tous les journaux supposés se rallier étaient en fait depuis longtemps acquis à Déat...¹⁵. Par ailleurs, à la suite de l'explosion des Comités Tixier-Vignancour en 1966, les membres de la nébuleuse *Europe-Action* qui y participaient avaient également lancé un

13. DUPRAT, François: *Le Fascisme dans le monde*. Paris, 1970, p. 39; CHAMBERT DE LAUWE, Marie-José: *Complots contre la démocratie*. Paris, 1981, p. 23; ROLLAT, Alain: *Les Hommes de l'extrême droite*. Paris, 1985, pp. 50-52; ALGAZY, Joseph: *L'Extrême droite en France (1965 à 1984)*. Paris, 1989, pp. 95-96.

14. DCRG: «Ordre Nouveau Reconstitution de Ligue dissoute, 29 mai 1970», 9 pp., CAC19860581/39; DUPRAT, François: *Le Néo-fascisme en France en 1973*. Le Trait, 1975, pp. 8-9.

15. DUPRAT, François: *Les Mouvements d'extrême droite en France 1940-1944*. Paris, 1998 (1971), pp. 198-203.

mouvement réalisant une vrai-fausse union de toute l'extrême droite radicale (en fait des entristes placés d'avance), le Mouvement Nationaliste du Progrès, lançant lui-même une structure unificatrice de l'ensemble de l'extrême droite, le Rassemblement Européen de la Liberté¹⁶. C'est bien du même type de stratégie qu'il s'agit avec le lancement d'Ordre Nouveau suivi de celui du Front National.

Pour Ordre Nouveau, la manœuvre n'est pas sans importance puisque, sans même ces éléments, un dossier d'enquête des Renseignements Généraux égrène assez d'autres faits pour pouvoir conclure que le délit de reconstitution de ligue dissoute, en l'occurrence d'Occident, est constitué. En alliant dans les media cette image de réussite unitaire et de force antigauchiste, ON réussit un double positionnement. D'abord, vis-à-vis de la scène militante d'extrême droite, si coutumière du chaos partisan qu'elle ne peut qu'être revigorée, selon les mots de Duprat, par «la simple apparence de fonctionnement efficace d'un parti de notre camp». Et le même d'ajouter:

L'impact, très réel pendant des mois d'Ordre Nouveau, en 1970-1971, a tenu au fait que (fort mal connu de l'extérieur) il apparaissait comme: «un mouvement fasciste, un mouvement paramilitaire, donc un mouvement organisé». La réalité était différente, mais elle n'était pas perçue comme telle.

Ensuite, en direction de l'opinion publique. En avril 1970, 70% des sondés estiment que la France est trop agitée, 48% sont favorables à des mesures d'ordre, 62% réclament des mesures de clémence à l'égard de petits commerçants qui se sont alors rendus coupables de violences au sein de manifestations tandis que 65% requièrent davantage de sévérité à l'encontre des étudiants violents¹⁷. La dialectique entre agitation gauchiste et désir de réaction ouvre donc un espace politique pour une extrême droite radicale bénéficiant d'expériences quant à ce type de situation.

1.2. Influences fascistes

Alors même que le nom d'Ordre Nouveau est une référence à l'italien *Ordine Nuovo*, le dessein est bien de créer un équivalent du MSI, le parti transalpin d'extrême droite qui suscite bien des espoirs en France. En effet, si l'élaboration du *Fronte Nazionale* par le MSI avec les libéraux a été un échec, en revanche le regroupement sous son égide de l'ensemble des forces néo-fascistes lui a permis un bond électoral en 1970. Une fois constituée cette force néo-fasciste, c'est le regroupement de toute l'extrême droite qui transforme la donne politique italienne. Le MSI se dit

16. RGPP: «Après l'éclatement du Comité Tixier-Vignacour: remous à l'extrême droite», 1966, 41 pp., APP GADR15. A propos de Jean-Marie Le Pen, on note cette formule des fonctionnaires de police: «Il est exclu qu'il puisse exercer un jour une influence politique sérieuse car trop "folklorique"». Cette remarque permet de comprendre la représentation alors faite du leader et comment il a pu être également sous-estimé par les nationalistes quant à son potentiel.

17. DUPRAT, François: *La Construction du parti révolutionnaire*. Le Trait, 1975, p. 9; THOMAS, Bernard: *Les Provocations policières*. Paris, 1972, pp. 378-380.

droite sociale et anticommuniste, parti de gouvernement, et se donne pour devise à son congrès de 1971 «Nous sommes La Droite Nationale, Nous sommes l'idée corporative, Nous sommes l'alternative au système», formules bientôt décalquées par ON. Le MSI continue encore son ascension, l'absorption des monarchistes et de conservateurs lui permettant d'atteindre des scores inégalés aux élections de 1972.

Après Jean-François Galvaire en 1969, Alain Robert et divers cadres d'ON en 1970, ce sont François Duprat et Christian Lefevre qui sont présents au nom d'ON au congrès néo-fasciste italien de 1971. Duprat en est très favorablement impressionné. Selon les Renseignements Généraux, les Français se placent alors «sous la tutelle du parti italien». Durant l'été, une cinquantaine de militants français ont également participé aux camps transalpins, non seulement du MSI mais aussi de la «nazi-maoïste» *Lotta di Popolo* et du «nazifasciste» *Avanguardia Nazionale*, dont membres et cadres sont impliqués dans la vague terroriste qui ravage l'Italie des années 1969-1980. Duprat publie même un ouvrage qui est une étude très détaillée du MSI; sans jamais citer le cas hexagonal, le texte paraît avoir été écrit pour convaincre les militants français du bien fondé de la stratégie italienne: l'auteur n'hésite pas à aligner 69 tableaux en 177 pages pour démontrer la progression du parti – il reçut d'ailleurs une belle lettre de félicitations du chef du MSI, l'ancien dignitaire fasciste Giorgio Almirante¹⁸.

Il est vrai que le MSI ne ménage pas sa peine pour aider ON. Lors du lancement d'ON, le MSI a livré deux mille insignes en forme de croix celtique, deux séries de 5 000 affiches. Pour le lancement du Front National, l'ancien milicien François Brigneau et Duprat font le voyage à Rome et obtiennent un soutien en termes d'impression de matériel électoral pour l'équivalent d'un million cent cinquante mille euro de 2009¹⁹. Cette inclinaison péninsulaire n'est pas l'apanage des cadres dirigeants. A la base, dans les réunions de section, on suit et on discute les résultats électoraux du parti frère²⁰. Dès ses premières heures, Ordre Nouveau, sur le modèle de son frère transalpin, reprit ainsi son mélange d'activisme et de légalisme. Il se présente à diverses élections dès 1970.

Un autre élément de l'extrême droite radicale influence Ordre Nouveau, cette fois-ci typiquement français. Le Parti franciste dirigé par Marcel Bucard (1895-1946) fonctionnait sur le principe d'une direction collégiale. Cette forme a été reprise par tous les groupements néo-fascistes français depuis Jeune Nation. Ordre Nouveau n'y déroge pas. Le mouvement s'est doté d'un Conseil National et d'un Bureau Politique. Ce CN n'est que de façade, dans la gestion quotidienne Alain Robert et François Duprat dirigent *de facto* en se contentant de consulter pour des décisions importantes François Brigneau et Gabriel Jeantet (ancien membre

18. DCRG: «Cinq militants d'Ordre Nouveau expulsés d'Italie», *Informations hebdomadaires*, 28 août 1971, 1 p., AN F7/15574; DUPRAT, François: *L'Ascension du MSI*. Paris, 1972; lettre de Giorgio ALMIRANTE à François Duprat, 24 juillet 1972.

19. DCRG: «Les Rapports d'ON avec le M.S.I.», 7 pp., 27 juin 1973, Centre des Archives Contemporaines 19860581/39.

20. Entre autres exemples, une réunion dans le secteur des 18^e et 19^e arrondissements portait le 24 mai 1972 sur les résultats du MSI.

de la Cagoule, pétainiste puis résistant actif, devenu très proche du ministère de l'Intérieur de l'époque d'ON)²¹.

Le BP est conservé dans l'ombre la plus complète jusqu'à ce qu'il soit élu par les militants à partir d'octobre 1972. Ce flou n'est pas sans avantages, Duprat estimant que pendant plusieurs mois nul ne sut vraiment qui dirigeait le groupe, services de police compris. Cette idée d'une double direction, d'une organisation parallèle aux structures officielles, rappelle volontiers le système de direction de la formation trotskyste Lutte Ouvrière. Cependant, les RG eurent un œil attentif sur les évolutions de cette direction *underground*. Après le dépôt des statuts à la préfecture, ils avaient déjà noté que le bureau officiel, composé de prête-noms, ne correspondait en rien à la réalité. Il désignait les principaux responsables et leur secteur: Jean-François Galvaire, l'animateur, Jean-Claude Nourry, ancien mercenaire en Afrique et cadre «action» d'Occident au service d'ordre, Alain Robert, en charge de Paris, c'est-à-dire à ce stade de tout le mouvement, *etc.*²².

Début 1971, une note des RG indique que le groupe de direction compte François Brigneau, Claude Goasguen (actuel ténor de la droite libérale, alors assistant à l'Université Paris XIII, censé avoir rompu avec l'extrême droite après Occident), François Duprat, Gabriel Jeantet, Claude Joubert (journaliste), Paul Léandri (avocat en charge de la défense d'ON), Hugues Leclere (ex-Occident), Bernard Lescrainier (ex-OAS et Occident), Gérard Longuet (énarque stagiaire, le futur ministre des Président Mitterrand et Sarkozy, censé avoir rompu avec l'extrême droite après Occident), Jean Picollec (responsable aux éditions Larousse), Alain Robert et Roger Talbotier. Certes, la composition de ce BP est restée secrète trente ans durant, néanmoins la présence des personnes ayant censément rompu avec l'extrême droite et en plein processus d'ascension sociale démontre une certaine naïveté en matière subversive: est ainsi usée en pure perte la possibilité de les utiliser hors-cadres en tant que soutiens extérieurs ou dans le cadre d'une politique d'entrisme (un autre énarque en fin de formation, le futur premier ministre Lionel Jospin, est lui placé par sa formation trotskyste dans les rangs socialistes). Peu après, une nouvelle note décrit d'ailleurs une nouvelle équipe. Elle compte une vingtaine de personnes réparties en trois sections: section I: «Lutte contre l'État et le marxisme» responsable: François Duprat, assisté de Christian Lefèvre en qualité de responsable du service d'ordre; section II: «Organisation du Parti», responsable: José Bruneau de la Salle, assisté de Michel Talbotier (région parisienne) et Alain Renault pour la Province; section III: «Edification de l'État Nouveau» responsable: Paul Léandri, assisté de Philippe Asselin (école des cadres)²³. La

21. COLLECTIF: *Les Rats mandits*. Paris, 1995, pp. 49-51; CHARPIER, Frédéric: *Génération Occident*. Paris, 2005, p. 221.

22. DCRG: «Activités des mouvements d'extrême droite», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, février 1970, p. 3, CAC F7/15585; DUPRAT, François: *La Construction du parti révolutionnaire*. Le Trait, 1975, p. 12.

23. DCRG: «Ordre Nouveau», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, février 1971, p. 2, CAC F7/15586; *idem*: «Activité d'Ordre Nouveau», *Informations hebdomadaires*, 25 septembre 1971, p. 1, CAC F7/15574.

nécessité de donner un visage médiatique au parti entraîne l'officialisation de la prépondérance charismatique d'Alain Robert, qui reçoit conséquemment le titre de secrétaire-général.

Jack Marchal, l'un des principaux cadres d'ON, témoigne toutefois que ces éléments sont à considérer avec recul, les organigrammes n'étant pas suivis d'effet, certaines réunions ne se faisant qu'entre une partie des membres de la direction en un local inconnu des autres (soit une attitude qui existe aussi à la Ligue Communiste)²⁴. Alain Renault décrit également un système de fonctionnement fort brinquebalant:

La «Direction nationale» (en clair: Alain Robert) ne s'occupait guère que de la Région Parisienne. La «Province» était sous la houlette d'un «Délégué» (moi à partir de juillet 1971) chargé tout seul de TOUT: répondre aux courriers, monter des sections, envoyer le matériel, établir les cartes, se déplacer... Naturellement il y avait aussi des contacts directs entre la Direction Nationale et les responsables de sections de Province, soit quand ils passaient à Paris, soit lors du «Conseil National»²⁵.

Soit une pratique décidément bien peu conforme à l'autre modèle d'ON, celui du parti de révolutionnaires professionnels.

2. ENTRE ETHOS RÉVOLUTIONNAIRE ET PRAXIS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

L'obsession coutumière du modèle léniniste chez les révolutionnaires de droite a été relancée par Dominique Venner. Ordre Nouveau n'y échappe pas et cherche à réemployer les modalités de l'adversaire (2.1). Il le fait d'autant plus qu'il lui faut construire une identité esthétique plus qu'idéologique qui puisse mobiliser ses militants dans l'idée d'une «course à la révolution» opposant les deux extrêmes politiques (2.2).

2.1. *Le rêve d'un léninisme de droite*

Ordre Nouveau réinvestit des modèles de structuration nationale et locale issus de la gauche. La cellule de base est le «secteur» délimité de manière géographique. Une réunion la mobilise tous les 7 jours. Le procès verbal qui en est fait note les présents, les excusés, le nombre total de membres disposant d'une carte où les cotisations sont certifiées par des timbres. Il s'agit là d'un décalque des formes organisatrices du Parti Communiste Français, lui-même ayant ainsi perfectionné les modalités de la Section Française de l'Internationale Ouvrière d'avant 1914²⁶. Alain Renault expose les affres de l'organisation:

24. Email de Jack Marchal à Nicolas Lebourg, 31 octobre 2009.

25. Email d'Alain Renault à Nicolas Lebourg, 21 novembre 2007.

26. DUCOULOMBIER, Romain: *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France 1905-1925*. Paris, 2007.

C'est le genre de mouvement où, contrairement aux schémas classiques, les militants sont plus nombreux que les porteurs de cartes! Aux débuts existait une «carte simple» (format carte de visite), rapidement épuisée. Puis il n'y eu plus de carte! Chaque section se contentait de tenir un cahier des cotisations mensuelles... Début 1971 fut créée une nouvelle carte, de validité annuelle, comportant notamment 12 cases destinées à des timbres... Cela provoqua une «régularisation» notamment de la part de certaines sections de Province enclines à conserver l'intégralité des cotisations. Lors du Congrès il y avait 2300 cartes 1972, soit environ 2400 pour l'exercice avec les adhésions du second semestre. En tenant compte du «*turn over*», de la coquetterie mise par certains à ne pas payer ou à ne vouloir cotiser qu'au GUD ou à l'ULN (lycéens), on peut estimer qu'il est passé environ 3.500 personnes à ON, dont une petite moitié en Région Parisienne. Je n'ai pas souvenir du nombre de cartes 1971 (je dirai 1500?)... Quant à 1973 le nombre, lors du Congrès, était en diminution par rapport à 1972, notamment parce que certains cotisaient au F.N. et ne voulaient pas payer deux fois (nombreuses discussions sur le problème de la «double cotisation»...)»²⁷.

Il n'est pas irrationnel de songer que cette structuration ait pu être soufflée aux jeunes dirigeants d'Ordre Nouveau par leurs aînés, anciens collaborationnistes ayant milité au Parti Communiste Français dans l'entre-deux-guerres. Si Ordre Nouveau se situe bien dans cette «tradition» léniniste, il fait cependant particulièrement songer à un communisme de son temps, la variante dite «lambertiste» du trotskysme français, très soucieuse de mobiliser en permanence toute la vie de ses militants²⁸ et pour laquelle, il est vrai, Duprat n'a jamais caché son admiration au niveau organisationnel. Olivier Grimaldi, alors jeune militant proche des vingt ans, se souvient: «Nous, on avait toujours des choses à faire. On sortait trois fois pas semaine pour faire des trucs. On était... dans l'action, tout le temps»²⁹. Les rapports hebdomadaires montrent que les militants étaient fortement incités à assister à la réunion hebdomadaire organisée par le secteur, mais également à prendre part aux menées: bombage, tractage, vente à la criée... La discipline était attendue dans les rangs du parti. En 1973, les ratonnades ou d'autres manques à la discipline étaient des motifs d'exclusion³⁰.

L'influence du militantisme communiste, ou tout du moins de la manière dont on se le représente, se signale par la volonté de professionnaliser les militants. Les rapports hebdomadaires envoyés par les secteurs à la direction nationale abondent en tentatives allant dans ce sens. L'appel à la formation idéologique est constant. Des réunions à caractère doctrinal sont organisées régulièrement au niveau des secteurs³¹, des brochures doctrinales sont éditées à destination des

27. Email d'Alain Renault à Nicolas Lebourg, 21 novembre 2007.

28. CAMPINCHI, Philippe: *Les Lambertistes. Un Courant trotskiste français*. Paris, 2000.

29. Entretien d'Olivier Grimaldi avec Jonathan Preda, Paris, 24 mai 2011.

30. Compte rendu de la réunion du comité exécutif du 13 juin 1973.

31. Entre autres exemples, une intervention de Joël Dupuy autour du 11 mai 1973 sur le thème «Ordre Nouveau révolutionnaire» s'était tenue dans le secteur du Val de Marne tandis qu'au début du mois de février 1972 a été organisée une réunion d'analyse de certains aspects économiques et sociaux de la doctrine phalangiste espagnole dans le secteur de Poissy Saint Germain en Laye. Enfin, le responsable des secteurs des arrondissements VIe, VII, XIV, XV^e de Paris a annoncé dans une lettre

militants³². Un rapport de secteur appelle ainsi à la lecture de la presse nationaliste aussi bien qu'à celle des ouvrages de fond indispensables pour «armer dialectiquement nos militants»³³. Ces livres étaient parfois présents au sein des secteurs, comme c'était le cas dans les cellules communistes ou encore dans les locaux de la royaliste Action Française³⁴. Un rapport établi à la fin avril 1972 évoque une bibliothèque de secteur comportant des livres aussi significatifs que *La vraie bataille d'Alger* du général Massu, les *Réprouvés* d'Ernst Von Salomon, *Sparte et les sudistes* de Maurice Bardèche ou encore *Combat pour Berlin* de Joseph Goebbels³⁵. L'enjeu est tant la mobilisation des militants que de se mirer au miroir de l'adversaire, l'une des réunions de secteurs se conclut ainsi en affirmant que «sur le plan du militantisme nous sommes les seuls à rivaliser avec le Parti Communiste»³⁶.

Toutefois, le décalage est patent entre l'image idéale — un groupe professionnel prêt à mener la révolution et à remplacer les élites en place — et la réalité dénoncée au niveau local comme national. Dans une lettre interne, le constat fait par le dirigeant du secteur couvrant les VI, VII, XIV et XV^e arrondissements est sans appel. Tandis que beaucoup de militants gauchistes restent des heures à étayer la doctrine,

il n'est guère de militant d'Ordre Nouveau qui se batte en sachant clairement pourquoi il le fait.... Il ne fait aucun doute que nous puissions — enfin! —, et à court terme, établir des points certains d'une doctrine, puis une doctrine toute entière³⁷.

Durant le congrès d'ON de juin 1972, Alain Robert se plaint que les militants viennent à ON de manière réactive et non réfléchie et n'y trouvent pas d'explication de la ligne politique suivie. Cette incapacité au monolithisme proclamé se ressent dans la gestion quotidienne des sections, une note du secteur du XX^e arrondissement précise à propos d'un jeune militant de 17 ans : «Penchants nazis (mauvais sens du terme) trop marqués. Ne s'intéresse qu'à la violence sans but vraiment politique. Désire so». Régulièrement, les dirigeants locaux se plaignent notamment des absences répétées et de l'indiscipline de leurs militants tandis que la direction nationale se plaint des absences des responsables de secteur³⁸.

interne du 8 février 1972 qu'il allait mettre en place un système de séminaires autour d'un thème et que tous les présents devront y apporter une contribution. Le but? Donner à ON, en plus de ses valeurs «déjà connues du courage et de la ténacité: la valeur intellectuelle».

32. Rapport hebdomadaire du 10 février 1972, secteur de Saint Germain en Laye. Le rapport recommandait de bien les assimiler, fournissant des «thèmes de réflexion».

33. Rapport hebdomadaire du secteur de Saint Germain en Laye/Poissy du 17 janvier 1972.

34. Entretien de Renouvin Bertrand avec Jonathan Preda, Paris, 27 juillet 2010.

35. Rapport hebdomadaire du secteur des XI^e et XII^e arrondissements du 30 avril 1972.

36. Rapport hebdomadaire du secteur Poissy/Saint Germain en Laye, 28 janvier 1972.

37. BECQUEVORT, Renaud: 8 février 1972.

38. Tandis que le responsable de secteur du XIV^e arrondissement demandait à la direction lors du rapport hebdomadaire le 28 janvier 1972: «Des moyens de pression sur les militants!!!», une circulaire de cette dernière en date du 28 janvier 1973, adressée aux responsables de secteurs, tançait sèchement les «absentéistes chroniques».

2.2. *Une identité révolutionnaire?*

Ordre Nouveau récuse l'idée qu'il constitue une bande armée et affirme hautement être un parti révolutionnaire. Il s'agit d'accoucher d'une «révolution populaire», tel qu'inscrit dans la charte du mouvement. Cette issue se confond avec la prise du pouvoir par l'avant-garde nationaliste, comme le souligne par ses ambivalences le slogan «Tout le pouvoir au peuple! Tout le pouvoir à l'Ordre Nouveau!». Pour son troisième congrès national tenu des 9 au 11 juin 1973, Alain Robert mettait en garde contre «toute tentation de devenir un mouvement gentil» tandis que l'un des textes votés à cette occasion réaffirmait qu'ON était un «parti nationaliste révolutionnaire»³⁹. En fait, dès l'origine, Ordre Nouveau a été confronté à la gestion de la tension imposée par le fait de se dire tout à la fois révolutionnaire (de droite) et antirévolutionnaire (de gauche). Fin 1969, le soir même de la manifestation contre l'interdiction du premier meeting d'ON, Gilbert Lecavelier, ancien d'Occident, propose à Jean-Claude Nourry que la nouvelle formation collabore avec le service barbouzard gaulliste, le Service d'Action Civique, les Renseignements Généraux de la Préfecture de Police et l'ETEC (Études Techniques Économiques et Commerciales), une officine spécialisée dans l'extorsion de fonds et les trafics divers, proche du SAC et des milieux «templiers». Selon ce témoignage, à prendre avec délicatesse quoique n'ayant entraîné aucune plainte, Alain Robert fait alors savoir qu'ON est prêt à travailler à des opérations de renseignements sur les gauchistes au profit des gaullistes. La tactique électoraliste que Duprat a insufflée au mouvement sert également ceux-ci. Ainsi, l'ETEC demande-t-elle à ON de présenter un candidat à Bordeaux où se joue un duel entre le gaulliste Jacques Chaban-Delmas et le centriste Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le mouvement ne se démène pas pour mener campagne: Duprat vient tenir une réunion qui ne rassemble que soixante personnes et où il se contente de dresser le portrait du parti. Le candidat parisien parachuté, Hugues Leclere, ne remporte que 121 suffrages exprimés. Mais ON a un prétexte pour perturber la campagne, faisant régner un climat de violence, activant au bénéfice de la droite néo-gaulliste le fameux «parti de la peur». Cette expérience permet aux néo-fascistes de continuer à démontrer leur dynamisme, atteignant ainsi le cap des 750 militants parisiens et de partir à la conquête de la Province où leur stratégie est d'absorber les groupuscules existants pour se construire sur cette base. Fidèle à son slogan «présent partout!», ON, assène Duprat, doit ensuite se décliner en une filiale étudiante, une filiale syndicale et une de défense des commerçants et artisans⁴⁰.

Le leader nationaliste doit également rassurer des militants peu enclins aux charmes du «crétinisme parlementaire» tout en les motivant; réunissant les chefs de secteurs, il leur explique que les campagnes électorales sont un mode de

39. *Le Monde*, 13 juin 1973.

40. DCRG: «Ordre Nouveau tente de s'implanter en province», *Bulletin Quotidien confidentiel*, 15 octobre 1970, p. 1, AN F7/1555; *idem*: «Faits et événements survenus sur le plan politique», *Bulletin Quotidien confidentiel*, 21 novembre 1970, pp. 1-2, AN F7/15556; FERRAND, Serge et LECAVELIER, Gilbert: *Aux Ordres du SAC*. Paris, 1982, pp. 77-82.

propagande et que «la finalité de l'organisation reste de prendre le pouvoir par l'action révolutionnaire, toutefois ce moment n'est pas encore venu»⁴¹. Cette oscillation met en lumière ce que subsume le terme même de «révolution» promu par l'Ordre Nouveau et plus largement dans l'extrême droite révolutionnaire. ON lutte pour une révolution préventive contre un régime trop faible, «pourri», corrompu, qui laisse agir à sa guise l'extrême gauche. Cependant, malgré l'esthétique radicale des propos de meetings, ni dans son organe (*Pour un Ordre Nouveau*) ni dans ses brochures, le parti ne parvient à avancer de propositions qui soient pleinement exogènes à la réactionnaire «Révolution Nationale» de Vichy. Ainsi, alors même qu'une réunion est prévue à la mi-mars 1972 dans le secteur des XIV et XV^e arrondissements sur le thème «Pourquoi un ordre nouveau?», il est conseillé pour la préparer de lire *Mes idées politiques* de Charles Maurras (1868-1952), apôtre de la contre-révolution, ce qui interroge quant aux qualités révolutionnaires de la vision du monde et du but utopique d'ON⁴².

Plus largement, cela nous renseigne sur la stratégie poursuivie par ON telle que théorisée par Duprat. À ses amis politiques, Duprat rappelle comment le fascisme italien trouva sa dynamique dans l'agitation bolchevique frappant l'Italie de 1919. Puis, considérant que le Parti Communiste Français a intégré le système bourgeois, il se félicite:

heureusement pour le Nationalisme, le gauchisme, du fait des excès de sa variété anarcho-maoïste, est en train d'acquérir une telle image, [dans tout l'occident, il] est le meilleur fourrier du «*Rightbacklash*» (coup de fouet en retour de droite).

Le tableau qu'il dresse explique comment les néofascistes peuvent jouer à la fois de la stratégie réactionnaire et de la dynamique révolutionnaire à leur propre avantage:

Le gauchisme a été un don du ciel pour le néo-fascisme, il a même été une des causes profondes de son apparition... L'incapacité des pouvoirs établis à rétablir l'ordre mit en évidence le fait qu'il était nécessaire de lutter contre les gauchistes par d'autres moyens que les CRS, les «Celere», les Gardes Nationaux et autres Kidotai (France, Italie, USA, Japon)... Il est donc devenu possible de montrer qu'entre l'Ordre Bourgeois et l'Anarchie Gauchiste, un ordre nouveau peut être édifié. [Cependant] l'Ordre Nouveau ne doit pas se laisser enfermer dans une «guérilla urbaine» sans issue contre ses adversaires gauchistes. La lutte militante doit toujours se placer dans une perspective politique mûrement réfléchie et être susceptible d'une exploitation de propagande. Nous ne devons être à aucun prix ni les «casseurs de droite» ni «les CRS du régime». Nous devons donner de véritables perspectives révolutionnaires aux militants nationalistes... Les Nationalistes ne défendent pas l'ordre ancien dans la rue, ils se battent, dans la rue, pour édifier l'Ordre Nouveau⁴³.

41. DCRG: «L'Extrême droite en 1972», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, juin 1971, p. 14, AN F7/15586.

42. Lettre interne du 8 février 1972 de Renaud Becquevort, responsable des 6, 7, 14^e, et 15^e arrondissements.

43. DUPRAT, François: *Le Fascisme dans le monde*. Paris, 1970, pp. 27-71 et 104.

Ainsi, la résurgence du néofascisme se situe-t-elle à la rencontre des pulsions autoritaires et des poussées gauchistes, en un nœud gordien. Il faut tout à la fois exciter l'opposition gauchiste à ON et activer le désir d'ordre que provoque la violence gauchiste. Il importe d'agir de façon subversive pour provoquer une tension, et proposer à ceux qu'elle inquiète une opération contre-subversive. C'est la raison sociale du mouvement, tout à la fois ce qui menace son existence légale (puisque à tout moment ses faits d'armes peuvent justifier son interdiction) et ce qui la permet (car c'est bien parce qu'il sert les visées contre-subversives du ministère de l'Intérieur que le mouvement est toléré)... Le chemin est donc étroit: quand une agitation gauchiste fait l'actualité, ON écrit aux patrons et aux militants gaullistes dont il a obtenu le fichier national pour leur demander des financements, exposant que le choix se situe entre les soutenir ou voir se rompre le barrage dressé contre la submersion gauchiste⁴⁴.

Néanmoins ces subtils équilibres échappent aux militants. Ordre Nouveau a eu à cœur de transmettre une culture politique révolutionnaire. Celle-ci se diffuse au niveau local, par le biais de réunions hebdomadaires sur des thèmes tels que «Ordre Nouveau révolutionnaire»⁴⁵. Ainsi, c'est le cas d'une réunion en 1972 où est décidée la rédaction d'un tract qui doit dégager «le caractère spécifiquement nationaliste et révolutionnaire» du mouvement⁴⁶. Le thème retenu pour la réunion suivante est l'analyse de certains aspects de l'ouvrage de José Luis de Arres, *La Révolution sociale du national-syndicalisme*. En autoreprésentation, c'est alors que s'impose en France comme synonyme de «néo-fasciste» le terme «nationaliste-révolutionnaire», en provenance du nationalisme allemand qui redécouvre les tendances radicales de la Révolution Conservatrice sous Weimar. Nonobstant, l'extrême droite radicale demeure révolutionnaire d'une manière plus métaphorique et anthropologique que par son programme. Cas rarissime: nombre de militants d'ON ne s'en satisfont pas et réclament une action et un programme conformes à la proclamation révolutionnaire. Au fil des rapports hebdomadaires de secteurs, se lit une véritable demande de la base quant à disposer d'une doctrine cohérente⁴⁷.

A défaut de véritable programme révolutionnaire, une identité et un *ethos* révolutionnaires sont fournis aux militants. ON se vit comme révolutionnaire en concurrence contre les gauchistes et comme très différencié des bourgeois de la «droite de l'argent». Cela induit une culture politique et, partant, une exigence, soulignées toutes deux par exemple par la lecture assidue faite des *Réprouvés* de Von Salomon, auteur proche de la Révolution Conservatrice, parmi les ouvrages

44. *Le Nouvel observateur*, 29 avril 1972 et *Rouge*, 13 mai 1972 dévoilent les documents.

45. Rapport hebdomadaire du secteur Val de Marne, 27 avril 1973.

46. Rapport hebdomadaire du secteur Poissy Saint Germain en Laye, 28 janvier 1972.

47. Ainsi, dans le rapport du secteur du VIII^e arrondissement de Paris daté du 3 mars 1972, est demandée une brochure sur la doctrine du mouvement de plus en plus attendue par les militants et sympathisants. D'après ce document, la question serait même prioritaire dans toutes les réunions.

empruntés dans la bibliothèque militante⁴⁸. Ce roman raconte l'odyssée des Corps Francs du *Baltikum* vécue par l'auteur, présentés tels de véritables guerriers révolutionnaires luttant contre la subversion bolchevique mais n'ayant que mépris pour les bourgeois qui n'ont pas connu le monde des tranchées. Plus largement, l'imaginaire militant d'ON est structuré par l'opposition entre les nationalistes, révolutionnaires et sans compromissions avec le «Système» et les abhorrés «nationaux», simples bourgeois réactionnaires. Ce clivage imposé par Dominique Venner dans *Pour une Critique positive* est devenu prégnant et explique les réactions de méfiance des membres d'ON à l'encontre des alliés qu'ils se cherchent. Le distinguo provenant lui-même de la Révolution Conservatrice allemande, et Dominique Venner ne cachant pas l'influence qu'a eu sur lui Von Salomon, on voit là les sédimentations complexes des cultures politiques à l'ère des communications internationales⁴⁹.

Ces tensions furent d'autant plus fortes suite au tournant majeur dans la vie du jeune parti. Durant le deuxième congrès d'ON des 10-11 juin 1972 fut décidée et votée la mise en place de la tactique de constitution du Front National. Le Front National devait permettre d'attirer les notables de droite en servant de paravent pour les échéances électorales de 1973. Les motions votées durant ce congrès précisaient que le parti devait participer à toutes les institutions du régime et ne pas avoir recours à l'action clandestine. Dans la perspective de rallier l'électorat de droite, le parti jouait la carte de l'ordre et de la sécurité dans le respect de l'ordre juridique en vigueur.

Durant ce congrès, une tendance s'oppose à cette tactique de Front National, craignant qu'ON ne disparaisse au profit d'une formation modérée. La base militante bruit de questionnements. Un symptôme de cette réticence: la débauche de réunions de secteurs avant et après le congrès, la floraison de séminaires réunissant les cadres autour des places respectives d'ON et du FN⁵⁰. Les dirigeants d'ON organisent des rencontres avec les militants dans le but d'expliquer cette création qui s'apparentait pour les adhérents à un reniement⁵¹. Selon une note d'un dirigeant des secteurs couvrant les VIII^e, IX^e et X^e arrondissements, les militants «pensent que nous renions et nos idéaux et nos buts» et qu'il faut leur expliquer que le FN n'est «qu'un moyen»⁵². En somme, inventé pour institutionnaliser l'Ordre

48. La traduction française de l'ouvrage date de 1931, mais il venait de bénéficier en 1969 d'une réédition en livre de poche à prix modique.

49. VENNER, Dominique: *Baltikum. Dans le Reich de la défaite le combat des Corps-Francs 1918-1923*. Paris, 1974, réédité en livre de poche sous le titre: *Les Corps-Francs allemands de la Baltique: la naissance du nazisme*. Paris, 1978.

50. Une lettre de la direction aux responsables de la région parisienne annonçait ainsi une réunion de deux jours autour de la stratégie à adopter suite à la politique de Front National.

51. Jeantet expliqua lors d'une réunion du secteur Essonne les objectifs du FN, la place d'ON ainsi que la stratégie adoptée pour les législatives (circulaire d'Ordre Nouveau du 23 octobre 1972). Cette réunion était qualifiée «d'importante puisqu'elle explique la stratégie que nous avons adoptée pour les prochaines législatives, stratégie dont dépend toute notre attitude militante», concluant sur une présence «indispensable». De même, une autre circulaire d'ON datée du 11 avril 1973 annonce un séminaire animé par Alain Robert, là encore sur la place et l'indépendance du parti face au FN.

52. Circulaire des secteurs VIII^e, IX^e et X^e arrondissements, s. d.

Nouveau, le Front National, par ce processus complexe qui veut que bailleurs de fonds, milieux gouvernementaux et militants d'ON réclament une action violente, va entraîner ON dans un maelström de violence et mener à sa dissolution.

3. POLITIQUES DE LA VIOLENCE

Rompre avec la réaction, pour les jeunes révolutionnaires d'Ordre Nouveau, c'est d'abord descendre dans la rue. L'affrontement physique constitue une éthique, une tactique et le quotidien du militantisme (3.1). Cette dynamique a certes des intérêts de mobilisation militante mais elle se devait, *in fine*, de fragiliser les autres facettes de la construction du parti nationaliste (3.2).

3.1. *Paradigme et pratique*

Entre le 2 janvier 1971 et le 12 mai 1973, ON a été impliqué dans 82 actes de violence publique⁵³. Le phénomène d'entraînement entre extrême gauche et extrême droite est ici patent dans cette escalade de la violence. L'affaire est d'autant plus importante que c'est grâce aux affrontements à l'un de ses meetings de 1971 qu'ON a pu se faire connaître de tous et, de là, absorber nombre de militants nationalistes qui ne l'avaient pas encore rejoints. En effet, pour le printemps 1971, ON avait décidé d'un meeting-événement au Palais des Sports de Paris. La réservation de cette salle est normalement impossible pour des partis lors des périodes électorales, mais les RG ont discrètement réclaté à la direction de déroger à la règle. Dix mille affiches, deux cent mille tracts, huit mille invitations ont été déployés pour réunir dix mille personnes dans la salle. Le but est d'ensuite atteindre les 5% aux municipales parisiennes pour lancer un «Parti Nationaliste Unifié» fédérant toute l'extrême droite⁵⁴. Dans la presse de gauche, se multiplient les articles qui s'étonnent des capacités financières d'un groupuscule fasciste.

A compter du matin du 9 mars, les membres du service d'ordre nationaliste déchargent de plusieurs camionnettes des centaines de barres de fer, des casques et des boucliers. Le soir venu, le service d'ordre s'est constitué en équipes casquées, munis de boucliers et, selon les cas, de barres de fer de deux mètres cinquante (rôle de lanciers), d'un mètre cinquante (rôle de voltigeurs, ce format permet un maniement pratique à deux mains), de quatre-vingt dix centimètres (rôle d'hommes de troupes). La Ligue Communiste représente l'essentiel du groupe assaillant le meeting, flanquée de l'appui de groupes maoïstes tels que Vive la Révolution. L'extrême gauche use de méthodes radicales: attaque frontale des forces de police à la barre de fer et aux hampes de drapeaux, groupes

53. Cabinet du ministre de l'Intérieur, tableau récapitulatif des violences commises par ON ou ON étant impliqué, du 2 janvier 1971 au 12 mai 1973, 10 pp., CAC 19860581/39.

54. DCRG: «Ordre Nouveau», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, mars 1971, 5 pp.; FERRAND, Serge et LECAVELIER, Gilbert: *op. cit.*, p. 83.

d'éclaireurs en mobylettes afin de se tenir informés de leurs mouvements, harcèlement aux cocktails molotov afin de les fixer, lancers de bonbonnes d'acide depuis les toits, *etc.* Les forces de l'ordre laissent se produire les affrontements puis chargent les gauchistes. Dans les jours suivants, la presse publie des photographies montrant très distinctement qu'elles intervinrent souvent avec l'appoint des nationalistes, policiers et militants mêlés. *Le Canard enchaîné* révèle même que le service d'ordre nationaliste fut cette nuit là en liaison permanente avec des officiers des RG, l'un d'entre eux y participant⁵⁵.

Pour la majorité des médias, du droitier *Figaro* à la stalinienne *Humanité*, ce qui s'est passé est d'abord dû aux gauchistes, même s'ils se montrent très choqués des très nombreuses références fascistes présentes au cours du meeting. Aussi la presse, globalement, réclame-t-elle la dissolution tant de la Ligue que d'Ordre Nouveau. Ceci entraîne une descente de police au local d'ON, rue des Lombards. Les barres de fer avaient été fournies par un agent des RGPP. C'est sous leur protection qu'elles furent rapatriées. Le même service de police prévient donc la direction du mouvement de l'imminente perquisition policière. Mais, lorsque celle-ci survient, les militants se sont endormis; il y a là une tonne de barres de fer. Le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin déclare qu'il pourrait sévir et user des décrets de 1936 portant dissolution de milices armées⁵⁶. Conséquemment, le parti passe du registre de la révolution à celui de la victimologie et du légalisme. François Duprat affirme que la violence gauchiste est condamnable car le parti est légal tandis que Gabriel Jeantet remercie la police d'avoir défendu liberté d'expression contre la subversion gauchiste⁵⁷.

Une fois encore, la direction du mouvement est confrontée à l'ambivalence fragile de sa situation. D'autant que ses listes n'ont obtenu qu'un piètre succès: à Paris elles réunissent 2,58% des suffrages, à Lille, où la liste comporte des non-en-cartés et se présente sous l'étiquette «Union des Républicains Nationaux», 2,08%. De nouveaux meetings ont été interdits. François Brigneau et Gabriel Jeantet démissionnent de la direction du mouvement pour protester contre la stratégie de la violence, estimant celle-ci inapte à la construction d'un réel parti. Alain Robert en personne intervient pour soutenir la frange modérée. Il estime que les pouvoirs publics tentent de pousser ON à la violence pour avoir ainsi un prétexte pour le dissoudre. Il exige que tous agissent dans la légalité⁵⁸. Le bulletin interne du parti

55. DCRG: «La Tactique gauchiste des combats de rue s'élabore», *Informations hebdomadaires*, 2 avril 1971, 2 pp., ANF7/15573; CHARPIER, Frédéric: *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*. Paris, 2002, p. 262; PÉNINGUE, Philippe (cadre du GUD, aujourd'hui proche de Marine le Pen): *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*. Paris, 1976, p. 25; DUPRAT, François: *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à 1971*. Paris, 1998 (1972), p. 183; *Politique-Hebdo*, 18 mars 1971; *Devenir*, été 2003.

56. *Le Monde*, 26 mars 1971; *Droit et Liberté*, avril 1971; *idem*, 17 avril 1971; FERRAND, Serge et LECAVELIER, Gilbert: *op. cit.*, p. 85; CHARPIER, Frédéric: *Génération Occident*. Paris, 2005, p. 225.

57. *Valeurs actuelles*, 15 mars 1971.

58. DCRG: «Ordre Nouveau», *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, mars 1971, pp. 4-5, AN F7/15586; *idem*: «Les Soucis d'Ordre Nouveau», *Informations hebdomadaires*, 19 juin 1971, 2 pp., AN F7/15573; R.G.P.P., note du 16 juin 1971, 2 pp., CAC 19860581/39.

proclame qu'«être révolutionnaire, ce n'est certainement pas vivre casqué et botté, prêt à prendre les armes contre l'adversaire. Trop de jeunes, par romantisme, se laissent encore prendre à cette image caricaturale de l'action révolutionnaire»⁵⁹.

Comment tenir la rue et intégrer le jeu politique? Dans l'ouvrage publié pour son congrès de 1972, ON tenait à préciser qu'il était hors de question pour lui de suivre la voie italienne de la stratégie de la tension. Rappelant que les groupes d'extrême droite furent victimes de multiples dissolutions tout en étant utilisés par les pouvoirs publics lors du conflit algérien et en Mai 68, il proclame: «Nous ne voulons pas être manœuvrés de cette façon, nous ne sommes pas "récupérables" par le système». Néanmoins, le livre n'hésite pas à arborer sur sa dernière page des photographies d'actes de vandalisme sous-titrées «27 mai: nettoyage de printemps effectué dans la porcherie gauchiste Censier par des militants du GIN»⁶⁰. Ce fut, effectivement, la première apparition du Groupe d'Intervention Nationaliste, le transparent masque activiste d'ON. La Sûreté Militaire sous-traite quelques attentats anti-antimilitaristes au GIN. Au sein du commando, se trouve l'officier des RG qui était déjà le responsable du groupe ayant des armes à feu au sein du Service d'Ordre de mars 1971. Le GIN obtient ainsi des explosifs militaires et, peu sectaire, œuvre également avec les RGPP et le Service d'Action Civique⁶¹. Pour la Police Judiciaire, le commando est basé sur «une cinquantaine de jeunes gens bien entraînés»⁶².

Ainsi l'entre-deux idéologique et pratique d'ON entre subversion et anti-subversion constitue-t-il un élément central de la compréhension de sa violence. La tactique de respectabilité impulsée et matérialisée par le lancement du FN existe, mais elle se heurte au réel. D'autant que l'activisme apparaît comme l'un des «liants» les plus importants du groupe militant, bien au-delà de la doctrine et l'idéologie. Image de soi, la violence est tout autant l'image accolée par les autres depuis mars 1971. ON demeure attachée à cette aura sulfureuse, néanmoins soigneusement cultivée. L'extrême droite radicale estudiantine européenne reste à jamais redevable à Jack Marchal d'avoir inventé «le rat noir» en 1970. Alors que les étudiants du GUD se font connaître par leur violence, Jack Marchal réalise, dans un style entre Robert Crumb et Raymond Macherot, des planches de bandes dessinées, exposées dans le hall de l'université d'Assas, qui mettent en scène les «gudards» sous la forme d'une horde de rats colériques et bagarreurs, fascistes jusqu'au bout des griffes mais totalement anarchiques dans leur quotidien. La geste militante est magnifiée par ses pages où les rats sortent toujours victorieux de combat à un contre dix et où, en même temps, la violence est déréalisée par le talent et l'humour certains de Jack Marchal. Le «rat noir» est repris par les

59. *Ordre Nouveau hebdo*, numéro 5, 2 septembre 1972.

60. *Ordre Nouveau: Ordre Nouveau*. Paris, 1972, pp. 30-31 et p. 320. Censier est une université parisienne.

61. *Le Canard enchaîné*, 15 novembre 1972; PONS, Grégory: *op. cit.*, pp. 225-230.

62. DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE, DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE, SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES CRIMINELLES DCPJ/6: «De la dissolution d'Ordre Nouveau à la Création du Parti des Forces Nouvelles», Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine F° Rés. 8 150 /1.

homologues européens du GUD et, suprême hommage, par la jeunesse néofasciste italienne. C'est donc avec et pour cette imagerie que nombre de jeunes sont venus militer à ON. Plus encore qu'une idéologie floue, c'est bien la violence qui fut érigée comme signe de l'opposition au «Système», et comme moyen d'expression privilégié de ce que les anarchistes baptisèrent un siècle plus tôt «la propagande par le fait». Cette novation vient s'inscrire dans la lignée de la sous-culture qui s'est édifiée. Les «rats noirs», violents et «réprouvés», viennent s'installer dans l'imaginaire militant à la suite des Corps Francs ou des *Waffen SS*. L'extrême droite violente se rêve révolutionnaire en collectionnant les références stigmatisantes, jouant le Front de l'Est sur les campus — d'autant que leurs aînés ont connu des guerres de 1939 à 1962 et qu'il faut donc à ces jeunes gens vivant dans une nation désormais sans guerre s'en inventer une.

Cette violence identitaire épique est cependant vécue, hors des rodomontades, comme subie, anormale et pour tout dire, sur le mode victimaire. Aux lendemains des violences mettant en cause ON, une antienne revient dans les déclarations publiques: le parti n'est pas à l'origine des violences. Paul Léandri déclare que face aux gauchistes ayant attaqué aux cocktails molotov, les militants d'extrême droite n'ont eux attaqué personne, précisant qu'ils avaient «été des victimes»⁶³. En mai 1973, un tract signé par Ordre Nouveau et le Front National stigmatise une «horde d'une trentaine de gauchistes, parmi lesquels des Nord Africains [qui] les ont assaillis»⁶⁴. Cette violence subie a été érigée en signe du caractère révolutionnaire ou tout du moins anti-système du parti, et ce par l'emploi d'une contre-rhétorique destinée à répondre à l'accusation d'être au service des secteurs répressifs de l'État. Face à ces accusations de connivence, ON n'a cessé de dénoncer en retour la complicité des trotskystes avec la police et le «sionisme» faisant d'eux les véritables «bandes armées du Capital», selon une formule antifasciste systématiquement utilisée par l'extrême gauche française. Ce discours est aussi diffusé en interne, comme en témoigne une lettre envoyée aux sympathisants pour dénoncer la passivité de la police face aux gauchistes qui ont attaqué un défilé d'extrême droite⁶⁵. Les jeux de l'éristique ne sauraient toutefois maintenir longtemps les contradictions en lisière.

3.2. *Échec et mat*

Au congrès d'Ordre Nouveau de juin 1973, à l'étonnement général, les partisans du départ du FN sont minoritaires. Quoi qu'il en soit, Jean-Marie Le Pen n'est pas satisfait car, pour lui, il était convenu qu'ON «devait se dissoudre» lors du congrès, ses membres intégrant le Front. Subséquemment, il aurait alors signifié à

63. *Le Monde*, 14-15 mars 1971.

64. «Liberté d'expression pour les nationalistes», 18 mai 1973.

65. Lettre FN, ON, GUD, Front de la Jeunesse, Union Lycéenne Nationaliste, Union Générale du Travail, 18 avril 1973 (toutes les organisations sont des satellites d'ON; l'UGT, fondée en 1970, étant un embryon de syndicat qui dès sa création utilise le logotype qui sera celui du FN).

Alain Robert qu'il ne pouvait demeurer à la fois aux secrétariats généraux du FN et d'ON et qu'il se devait de choisir⁶⁶. Le congrès montre de fortes divergences d'analyse entre nationalistes et nationaux, puisqu'il a réclamé non un adoucissement, jugé responsable de l'échec politique, mais un accroissement de l'activisme, un rapprochement avec «les partis frères», du MSI aux Colonels grecs, une campagne portant sur l'opposition à «l'immigration sauvage» et, projet dans l'esprit de l'autonomisme italien: l'achat d'un hameau abandonné pour fonder un «village nationaliste». La direction tente bien encore de concilier les contraires, puisque, face à la gigantesque croix celtique trônant au-dessus de la tribune, un calicot proclame «nous sommes la droite sociale, nationale, révolutionnaire»⁶⁷.

Le mouvement est inconscient que son sort est scellé à celui de son meilleur ennemi, la trotskyste Ligue Communiste. Trois événements relatifs à la LC convergent en avril 1973. Primo, elle téléguidé un puissant mouvement étudiant et lycéen qui s'oppose à la volonté du gouvernement de mettre fin aux sursis militaires au-delà de 21 ans pour cause d'études. Plus de trois cent mille jeunes manifestent à Paris le 2 avril. L'opposition se dessine entre la jeunesse et l'armée. Secundo, la Police Judiciaire remet au ministre de l'Intérieur un dossier de 23 pages sur le danger que représente la LC. Les fonctionnaires conseillent à leur ministre de dissoudre le mouvement avant qu'il ne passe une nouvelle étape dans le développement de sa violence⁶⁸. Tertio, la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) remet dans le même temps d'autres documents. Pour les services de renseignement, le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale, où les Français représentent six des vingt membres, a opté pour la guérilla. Après avoir choisi cette voie en Amérique latine, ils estimeraient désormais que les Tupamaros et l'argentin *Ejército Revolucionario del Pueblo* doivent servir de modèle à la LC en France. Depuis 1969, celle-ci a développé ses liens avec le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine, a pris sous son contrôle l'ERP, aidé au financement des révolutionnaires boliviens, établi des contacts avec l'*Irish Republican Army*. Mais, ce 4 avril 1973, quatre membres de l'ETA (*Euskadi ta Askatasuna*), la formation terroriste basque, ont été arrêtés en possession de 45 passeports volés, d'armes à feu, de munitions, d'explosifs, et de documents. Pour la DST, ces derniers prouvent qu'un projet de fusion de la LC et de l'ETA est à l'œuvre⁶⁹.

Certes, la DST mésestime grandement le travail politique contre la ligne guérillériste que mènent les modérés au sein de la LC, et il semble possible qu'il existe quelque confusion dû au fractionnisme complexe de l'ETA. En effet, l'ETA v mène conjointement la lutte armée et un combat politique dit de «front national»,

66. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010.

67. Rivarol, 21 juin 1973; *Le Monde*, 12 juin 1973; CRITON, Karl; DUMONT, Serge et LORIEU, Joseph: *Le Système Le Pen*. Bruxelles, 1985, p. 108; ROLLAT, Alain: *op. cit.*, p. 58.

68. CHARPIER, Frédéric: *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*. Paris, 2002, p. 263.

69. Le Préfet, directeur de la DST, au Directeur Général de la Police Nationale, Étude concernant l'ex-Ligue Communiste, 8 pp., 10 juillet 1973, CAC 19860581/39.

tandis que l'ETA VI a renoncé à la lutte armée depuis 1971, puis a fusionné avec la Ligue Communiste Révolutionnaire espagnole, section espagnole de la IV^e Internationale, en 1972. De même, la déstabilisation de l'État par des troubles n'aurait pas dû rationnellement être amalgamée avec une lutte ouverte contre celui-ci passant par des attentats homicides. «La Ligue n'a jamais eu le fantasme ou la velléité d'être les Tupamaros en France, déclare son ancien cadre Henri Weber, ni même de mener quelque forme que ce soit de lutte armée en France»⁷⁰. Néanmoins, dans le cadre de l'analyse faite du gauchisme par Marcellin, il paraît d'évidence que le jeu du chat et de la souris entre l'État et les révolutionnaires trouve son point d'achèvement. ON est le pion à sacrifier sans état d'âme.

Or, suite à ses déconvenues politiques et électorales dans le cadre des débuts du FN, ON a prévu un meeting le soir du 21 juin 1973 dans la salle de la Mutualité, haut lieu des meetings parisiens. Le thème est choisi pour provoquer les gauchistes: «Halte à l'immigration sauvage!». Jean-Marie Le Pen trouve la ligne risquée et a, en vain, protesté. *Pour un Ordre Nouveau* lance la campagne avec un «Dossier Immigration. Quand ce n'est plus supportable... on ne supporte plus!» aux forts relents racistes et antisémites. Un tract «Bougnoles go home!» est distribué. La Mutualité et la Préfecture de Police n'ont pas envie de revivre les scènes de 1971 mais, comme le révélera *Le Canard enchaîné*, le ministère de l'Intérieur est intervenu pour que la salle soit louée et le meeting autorisé⁷¹.

Les jours précédents, les militants d'ON étaient peut-être impatients, en tous cas mal-tenus: certains se sont promenés avec matraques et barres de fer dans le Quartier latin, provoquant des rixes. Le 21 juin, 2000 gauchistes marchent sur la Mutualité, dont un millier casqués et armés de matraques. Mais, en fait, ce soir, les 200 membres du service d'ordre d'ON n'affrontent pas la vague rouge, seuls les forces de police sont au contact. Les caisses des gauchistes contiennent des centaines de cocktails molotov. Néanmoins, les communications de police ne préviennent les Compagnies Républicaines de Sécurité que de l'arrivée de quelques manifestants... et les cordons de sécurité se font charger par la troupe gauchiste. Une pluie de molotov tombe. La police est désorganisée, enfoncée à diverses reprises, contrainte au recul. Ses ondes radio sont étonnamment muettes. Les plus avisés des cadres gauchistes commencent à envisager ce que signifie un tel succès militaire. Ils comprennent qu'il faut faire dévier l'émeute, lui offrir un succès symbolique pour la disperser. Sans aucune résistance policière, la troupe traverse Paris, enfonce la porte du siège d'ON; les militants présents dans les locaux répondent à coups de fusils. Alain Robert s'écrie devant les 700 personnes seulement présentes dans la salle que les locaux du mouvement ont été saccagés et qu'il exige l'expulsion immédiate des étrangers ayant participé à ce forfait. Affrontant les forces de l'ordre, 500 manifestants tiennent la rue Monge, 300 la rue Lacépède. Diverses barricades sont dressées. 76 policiers sont blessés, dont

70. Entretien d'Henri Weber avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Paris, 8 novembre 2010. Henri Weber est aujourd'hui un cadre du Parti Socialiste.

71. *Pour un Ordre nouveau*, juin 1973; BRESSON, Gilles et LIONET, Christian: *Le Pen. Biographie*, 1994, p. 365.

seize sont hospitalisés dans un état grave, neuf sérieusement brûlés, un dans un état préoccupant. Deux camions de Police Secours ont été pris d'assaut et incendiés, cinq cars de police ont été endommagés par les assaillants, douze voitures de particuliers brûlent... Quand le meeting est achevé, le service d'ordre d'ON amorce le retour au local. Il se tient en formation carrée, encadré par les véhicules des forces de l'ordre qui l'accompagnent jusqu'à son siège. La procession se fait avec quelques échauffourées, traversant un Quartier latin quadrillée tant par les CRS que par les gauchistes⁷².

Avec candeur, les extrémistes ne se sont pas attendus à la répression. Certes, lorsque le siège d'ON est perquisitionné, il n'y a que 41 barres de fer et 31 perches de bambou effilées qui y sont trouvées, mais la fouille du siège de la LC y dévoile «deux fusils de guerre avec des munitions, des revolvers et des pistolets d'alarme avec leurs munitions, 20 cocktails molotov; une centaine de matraques et une centaine de casques» selon le rapport de police. 40 personnes ont été interpellées durant les évènements; 18 gauchistes et 6 nationalistes sont inculpés, 2 gauchistes et 5 nationalistes sont condamnés. Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur obsédé depuis 1968 par le fantasme d'un complot communiste international contre la France, intime l'ordre au directeur de la Réglementation de préparer les dissolutions, avec une consigne de silence absolue. Il réunit le préfet de Police, le directeur de la Police Judiciaire à la Préfecture de Police, celui des RGPP, le directeur de la Réglementation, le directeur central de la Sûreté Publique, le directeur central de la PJ, le directeur central des RG, et le directeur de la Sûreté Nationale. Le ministre leur spécifie qu'en ce qui concerne l'action judiciaire «la responsabilité de la Ligue Communiste dans la manifestation du 21 juin 1973 devra être établie de façon absolue». Le DCPJ reçoit l'ordre d'établir pour le lendemain un dossier «concernant la Ligue Communiste et tendant à établir sa responsabilité dans l'organisation de la manifestation violente» et qui démontrera qu'elle est une reconstitution de ligue dissoute (la Jeunesse Communiste Révolutionnaire dissoute en 1968) afin de pouvoir permettre des poursuites devant la Cour de Sûreté de l'État. Durant tous ses échanges, Marcellin scande une antienne: il veut voir Alain Krivine, le chef de la LC, derrière des barreaux. ON est totalement absent des préoccupations de ces liasses de documents⁷³.

Au conseil des ministres suivant, le ministre de l'Intérieur préconise la sévérité de la Cour de Sûreté de l'État, des poursuites judiciaires systématiques contre les éléments subversifs et la création d'un organisme spécialisé dans la lutte anti-subversive. S'il n'évoque quasiment pas ON, il exige de voir Alain Krivine

72. DCRG: «Faits et évènements survenus sur le plan politique», *Bulletin quotidien*, 22 juin 1973, p. 3, AN F7/15572; le ministre de l'Intérieur, «Rapport à Monsieur le Président de la République», 5 pp., CAC 19860581/39; FILOCHE, Gérard: *Mai 68 Histoire sans fin*. Paris, 2007, pp. 244-246; HAMON, Hervé et ROTMAN, Patrick: *Génération Les Années de poudre*. Paris, 1988, pp. 493-496; CHARPIER, Frédéric: *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*. Paris, 2002, pp. 263-266.

73. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR: «Rapport à Monsieur le Président de la République», p. 2; note manuscrite du Directeur de la Réglementation, 23 juin 1973; DCPN: Relevé des décisions prises lors de la réunion de liaison du 25 juin 1973, 3 pp.; Secret: Relevé de décisions de la réunion de liaison tenue sous la présidence de M. le ministre le 23 janvier 1973 à 11h, 4 pp. (CAC 19860581/39).

condamné à de la prison ferme. «S'il en était autrement, une escalade de la violence serait à redouter» menace-t-il, prétendant qu'un esprit de vengeance anime la police devant l'entraîner à faire usage de ses armes à feu contre les prochains émeutiers. Enfin, il souligne qu'il vient d'ordonner que les CRS soient équipés de grenades offensives pour mater les émeutes...⁷⁴. Le décret de dissolution est signé par le Président de la République Georges Pompidou ainsi contraint.

Ces archives attestent de nombreux éléments. L'hypothèse, massivement soulevée par les observateurs, d'une manipulation d'ON est confirmée. Néanmoins, la LC n'est pas «victime» d'une «provocation policière». Elle a théorisé une stratégie pro-guerilla qu'elle a fait le choix de mettre en pratique. Elle la considère assez pertinente pour persévérer malgré cet échec, soutenant la ligne guérillériste lors du X^e Congrès de la IV^e Internationale en 1974. Elle n'a pas anticipé les réactions de l'appareil d'État. C'est bien de ce dernier dont il est question et non de «la police», celle-ci, en ayant aligné ses blessés sans recours à un usage immodéré de la force en retour, ayant fait montre d'une attitude pondérée. ON a pour sa part fait preuve d'amateurisme. L'important travail d'édification structurelle entrepris est ruiné par l'incapacité à dépasser le cadre de la tactique pour passer à celui de la stratégie. A demeurer sur le secteur de l'anti-subversion, ON a somme toute connu une fin rationnelle: l'État est plus apte à dissoudre les «bandes armées gauchistes» qu'une cohorte d'étudiants néofascistes. Si sa dissolution n'a pas l'heur d'être pour sa potentielle atteinte à la sûreté de l'État, et n'est qu'un habillage destiné à réprimer la LC, c'est que la répression de celle-ci ne saurait se faire aisément. Toute la gauche, PCF inclus, se mobilise pour défendre la LC et dénoncer le piège dans lequel elle serait tombée.

L'extrême droite demeure dans un manque de professionnalisme certain. ON ne parvient pas à réaliser un mouvement de soutien autour de lui. Alain Robert ne décide pas comme Alain Krivine de se faire arrêter, mais se cache en un endroit repéré par les services de renseignement. Lorsque quatre des cadres de l'ex-ON lui suggèrent, lors d'une réunion, de faire s'encarter les militants au FN, il récuse cette option rationnelle «avec véhémence». L'ex-ON voit ainsi ses membres s'égayer dans la nature, la plupart en partance vers le Front, d'autres vers le GUD qui n'a pas été dissout, pas plus qu'aucune autre structure périphérique. Le repli n'est nullement organisé sur ces bases que l'État a laissé au mouvement, les cadres étant laissés à l'amertume d'enfin comprendre qu'ils furent manipulés, les militants étant laissés dans l'indécision⁷⁵.

74. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR: «Communication lue au conseil des ministres», 22 pp., CAC 19860581/39.

75. Dossier adressé par le DCRG au directeur de la Réglementation et au DGPN, 3 août 1973, CAC 19860581/39.

CONCLUSION

Les dissolutions de juin 1973 achèvent les rêves révolutionnaires et léninistes, l'agitation extrémiste relevant toujours plus d'un phénomène de sociologie juvénile, jusqu'à ce que les assassinats du néofasciste François Duprat (1978) et du communiste Pierre Goldman (1979) ferment définitivement le «long mai 68» français. Plus jamais le néo-fascisme français ne parviendra à tenir la rue et faire l'actualité comme au temps d'Ordre Nouveau. Alors que les nationalistes étaient persuadés qu'il fallait un parti monolithique de révolutionnaires professionnels pour ressusciter l'extrême droite française, c'est finalement le national Jean-Marie Le Pen, seul maître du Front National après l'été 1973, qui sera en position de relever ce défi. La singulière incapacité de l'extrême droite française à l'action révolutionnaire (1934, 1958, 1962, 1968, 1973) n'a certes guère servi qu'à l'affermissement du régime politique en place, mais elle a donc aussi participé à la modernisation des secteurs subversifs par élimination des formes de combat politique les plus inadaptées à la société post-industrielle. La «minorité agissante» a certes tenté de jouer son propre jeu au sein du complexe réseau d'influences pesant sur elle. Mais elle n'est pas parvenue à s'autonomiser: son destin se joue entre les actions des droites, de l'extrême gauche, des secteurs répressifs de l'État. Elle a confondu révolution et activisme, établissement d'une subculture et d'une «vision du monde». Elle n'a donc pas pu empêcher que par la suite ses membres les plus aptes à la politique et désireux de postes se reconvertissent dans les partis de la droite parlementaire. N'ayant pas la violence pour pratique et la révolution comme horizon d'attente, le Front National et Jean-Marie Le Pen pourront aller plus librement leur chemin.

L'histoire et le fonctionnement d'ON ne sont donc pas dissociables de l'histoire de la répression étatique de la subversion de gauche. ON a une fonction politique anti-subversive reconnue par l'État et par une part de la société. Cette place dans un tel dispositif souligne, pour reprendre les critères de Max Weber, que l'État, y compris dans sa forme légale-rationnelle, ne dispose pas nécessairement du plein emploi du monopole de la violence physique légitime. La délégation qu'il peut en faire, ou son insertion au sein d'un «laissez-aller laissez-faire», trouve sa limitation et sa compensation dans le fait qu'il demeure en revanche en possession du monopole du droit. Lorsque l'exercice de la violence privée devient pour lui contre-productive, il peut, avec une parfaite aisance, dissoudre les groupements en jeu. Il ne s'agit donc aucunement d'un processus à rebours vers les formes de pouvoir pré-modernes (avec existence d'un droit privé à la violence) mais au contraire d'un symptôme de la crise alors rencontrée par la société industrielle avec son État territorialisé, verticalisé, ubiqué. Le processus de violence ici à l'œuvre est fruit d'une dialectique entre la marge anti-subversive et l'État démocratique, tout autant qu'entre la marge subversive et l'État répressif, alors confronté aux difficultés du contrôle de masses en voie de libéralisation (hausse du niveau scolaire, apparition de la thématique du «monde étudiant», achèvement des grands récits, épuisement de la structuration par l'Église et le Parti Communiste, paradigme de l'humanisme égalitaire). ON n'existe certes que

par la place que lui accorde l'État, mais cette dernière dessine en creux les limites structurelles que rencontre dorénavant celui-ci pour organiser la société et exercer son pouvoir de contrainte.

Néanmoins, ON a eu, à son corps peut-être défendant, une fonction stabilisatrice. En effet, sa violence à défaut d'être révolutionnaire était canalisée, balisée. Or, les attentats alors perpétrés en France étaient de faible intensité, relevant plus du domaine du vandalisme envers les biens que de l'attaque envers les vies. Après une croissance post-68 (136 attentats en 1968, 271 en 1970, dont 42% d'extrême gauche et 11% d'extrême droite), la phase suivante est celle de la décrue avec 269 attentats en trois ans, dont encore 42% d'extrême gauche mais avec un effacement de l'extrême droite qui représente 13% du total et voit même son nombre d'actions passé de 15 en 1971 à 6 en 1972⁷⁶. L'existence d'une organisation violente dont les exactions reçoivent un fort relais médiatique a pu servir de catalyseur aux frustrations. En outre, après 1973, les attentats changent de nature. Moins symboliques, plus spectaculaires, ils tendent plus à viser les personnes. Sans débouché politique, sans théâtralisation jouant l'affrontement final entre «fascistes» et «bolcheviques», durant cette phase où le souvenir de Vichy vire à l'obsession dans la société française⁷⁷, les forces centrifuges se relâchent, les militants se muent en soldats perdus. Dans les faits, la LC et ON n'ont pas atteint à la Sûreté de l'État par leurs affrontements: organisant la dissidence, la canalisant, ils ont assuré sa stabilisation. Ensuite, l'utopie rouge ou brune est en déliquescence, nombre de cadres révolutionnaires s'engagent vers de nouveaux débouchés, qui pour s'embourgeoiser dans la vie politique ordinaire, qui pour plonger dans l'*underground*, voire le gangstérisme.

En cette sortie de l'ère industrielle, il n'est ici plus question de prise collective du pouvoir mais d'agitation urbaine de factions. L'âge des masses cède le pas à celui des marges et si culturellement l'extrême droite radicale se réfère encore à cette idéologie de la société industrielle qu'était le fascisme, l'analyse de ses discours et pratiques dévoile davantage alliages et hybridations hétéroclites et transnationales. Symptomatiquement, la violence «révolutionnaire» n'est pas dirigée contre l'État mais demeure au sein de la société, prenant acte de l'épuisement du premier à forger l'ordre social. La structuration quasi-liquide de l'extrême droite française épouse relativement bien la forme générale de cette post-modernité. Sa subversion va moins s'y exercer dans le cadre de l'action violente qu'à l'encontre des fondamentaux culturels, tel que l'humanisme égalitaire. Il fallut l'Ordre Nouveau pour générer le Front National, mais il fallut la liquidation politique de l'extrême droite radicale pour que le FN puisse politiquement éclore.

76. Cf. SOMMIER, Isabelle: *La Violence politique et son deuil*. Rennes, 2008, pp. 95-96.

77. Cf. ROUSSO, Henry: *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris, 1990.